

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le **23 DEC. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM France SAS

Rue Charles Marie Ravel
ZI St-Martin-sur-le-Pré
51520 Saint-Martin-Sur-Le-Pré

Références : D2 2024-1082
Code AIOT : 0005703131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement FM France SAS implanté Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré. L'inspection a été annoncée le 20/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des visites périodiques des installations classées pour la protection de l'environnement. Le thème de la visite retenu est en lien avec l'action nationale "shunt et by-pass d'un équipement".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France SAS
- Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré
- Code AIOT : 0005703131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Saint-Martin-sur-le-Pré, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2011.A.63.IC en date du 16 mai 2011 modifié,

et classé « Seveso Seuil Haut » selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
3	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
5	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés durant la visite d'inspection n'appellent pas de suites administratives.
Une piste d'amélioration a toutefois été identifiée concernant la traçabilité des shunts effectués sur le site, que l'exploitant a immédiatement pris en compte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant a présenté l'ensemble des mesures de maîtrise des risques (MMR) recensées sur le site. Elles sont au nombre de 18 dont 12 sont instrumentées (MMRi). Chacune d'entre elles fait l'objet d'une fiche spécifique, composée de parties bien définies : <ul style="list-style-type: none"> • définition de l'instrumentation, le cas échéant ; • programmation et plan de surveillance ; • gestion des indisponibilités et mesures compensatoires. Le shunt de ces mesures est anticipé, qu'il soit du à une maintenance programmée, mais aussi à une situation anormale lors d'anomalies d'un process. Une équipe de maintenance interne de 3 personnes, est présente sur le site. En fonction du niveau de risque, le shunt est soit validé par le directeur du site, soit validé par le responsable de l'équipe maintenance avec information au directeur du site. Les shunts sont essentiellement mis en œuvre lors de travaux et sur des périodes maîtrisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence et revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : La gestion des shunts est intégrée dans le manuel d'organisation, qui intègre lui-même le système de gestion de la sécurité (SGS) du site. Une revue est réalisée régulièrement au sein du groupe et permet notamment d'identifier des pistes et actions d'amélioration à l'échelle nationale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Une procédure spécifique existe en cas de shunt d'une MMR. Elle précise les modes opératoires, la fonction des personnes (activation du shunt, suivi, remise en service), la coordination et la communication de l'information des différents acteurs, la pose, la dépose, la remise en fonctionnement, la procédure ou le dispositif prévu qui informe de l'état du système. Elle définit les conditions et circonstances justifiant le shunt et les éventuelles mesures compensatoires et restrictions sur les activités alentours prévues dans l'attente de la remise en service, afin de maintenir la sécurité sur le site. L'ensemble de ces informations est disponible et facilement accessible sur une plateforme dématérialisée et sécurisée. Des sauvegardes et redondances en version papier existent. L'ensemble des moyens et outils déployés sur le site permettent de suivre la mise en place des mesures compensatoires techniques ou organisationnelles jusqu'à leur enlèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise en œuvre

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

Aucun shunt n'était activé le jour de l'inspection.

Dans le cas du shunt d'un organe ou d'un équipement, il est de plus visuellement signalé par la pose d'une étiquette visible et explicite de type "équipement défaillant", complétée d'un cadenas le cas échéant. Cette signalisation est gérée par l'équipe maintenance interne du site.

Les procédures et mesures compensatoires sont connues par le personnel chargé de la sécurité ainsi que par l'équipe maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

[...]

Constats :

Les shunts effectués sont tracés, catégorisés, contextualisés et horodatés.

Lors du shunt d'une barrière, l'équipe maintenance remplit un formulaire dématérialisé qui permet notamment de transmettre l'information immédiatement à l'ensemble des acteurs concernés, y compris la direction du site. Selon les cas, les procédures prévoient également l'information du SDIS et/ou de l'inspection.

Lors de l'inspection, une piste d'amélioration concernant la traçabilité a été identifiée : la donnée concernant les services informés lors d'une opération de shunt n'apparaît pas dans le tableau de suivi de ces situations. L'exploitant précise que ce point sera amélioré et remonté au niveau du groupe.

Le plan d'opération interne (POI) du site prévoit l'extraction des informations des équipements défaillants en cas d'incident, pour communication aux services de secours et d'intervention.

Toute remise en fonctionnement d'un équipement est soumise à des tests réalisés par l'équipe de maintenance interne, même si l'intervention a été réalisée par un organisme externe au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

Constats :

L'ensemble du personnel apte à poser un shunt sur une barrière ou MMR est formé à cet effet.

3 profils spécifiques sont identifiés sur le site :

- les équipiers de première intervention (EPI)
- les sauveteurs secouristes du travail (SST)
- les équipiers d'intervention en situation d'urgence (EISU)

Les formations sont réalisées en interne et/ou en externe.

Type de suites proposées : Sans suite

